

Conseil Municipal du 28 juin 2011

Vœu présenté par les groupes de la majorité municipale

Refuser la casse du service public de l'éducation

L'école publique est gravement menacée. En cinq ans, ce sont plus de 66 400 postes qui ont été supprimés. Pour la prochaine rentrée, le gouvernement veut poursuivre les réductions de postes avec 16 000 suppressions dont 9000 en primaire.

Ces décisions sont en rupture avec la mission de service public de l'Education Nationale et entraînent un accroissement des inégalités.

A Champigny, dans le primaire, des fermetures de classes sont annoncées dans les écoles maternelles Anatole France et Paul Vaillant Couturier, des postes supprimés pour le Réseau d'Aide Spécialisée pour les enfants en difficultés. Des ouvertures de classes sont nécessaires en particulier à l'école maternelle Léon Frapié.

Dans le secondaire, plusieurs postes vont être supprimés et une forte diminution du montant de la Dotation Horaire Globale (DHG) est prévue dans les collèges et les lycées.

En septembre prochain, le collège Elsa Triolet doit entrer dans le dispositif ECLAIR (Ecole Collège Lycée Ambition Innovation Réussite) qui va conduire à de nouvelles dégradations des conditions d'enseignement.

Toutes ces mesures suscitent l'indignation et la colère des parents, des enseignants et des élus et le rejet unanime de cette saignée sans précédent imposée aux établissements.

En maternelle, cette politique de régression peut conduire à la disparition progressive de l'accueil des enfants de moins de 3 ans. Elle se caractérise par la volonté de faire peser la responsabilité de l'échec scolaire sur les élèves, les parents, les enseignants et les collectivités locales.

Les fondements mêmes de l'école et le droit à l'éducation sont remis en cause, il s'agit réellement d'une destruction méthodique de l'école de la République.

Ce n'est pas la déclaration électorale du Président de la République qui annonce le gel des fermetures de classes en 2012 qui va nous rassurer. C'est dès maintenant qu'il faut stopper la casse de l'Education Nationale.

Monsieur le Maire a protesté auprès du Ministre de l'Education Nationale et nous avons accompagné de nombreuses délégations à l'Inspection d'Académie.

En conséquence de cette situation aggravée pour le service public de l'éducation, le Conseil Municipal :

- **soutient la mobilisation des enseignants, des personnels, des parents d'élèves et du comité local pour l'enseignement public.**
- **exige l'arrêt immédiat des fermetures de classes, des suppressions de postes et notamment de postes spécialisés et de pertes de moyens qui remettent en cause l'accès au savoir, alors que le service public de l'Education Nationale devrait porter une politique éducative ambitieuse pour la réussite de toutes et tous,**
- **exige que soient affectés les moyens nécessaires pour une vraie école de la réussite, en maternelle, en élémentaire et en secondaire,**
- **soutient la demande d'un plan d'urgence pour le Val de Marne,**
- **exige une politique de l'éducation à la hauteur des besoins, des enjeux humains, sociaux, économiques et culturels de notre époque.**

ADOpte A LA MAJORITE

40 votes pour dont 11 procurations

(« Ensemble, agir pour Champigny » liste des forces de gauche, de progrès, écologistes et de personnalités - « Gauche citoyenne/Europe écologie » - Groupe « La passion de Champigny-Centristes et républicains »)

**2 votes contre dont 1 procuration
(Groupe Divers droite)**

POUR EXTRAIT CONFORME